

## La crise budgétaire menace les avancées institutionnelles de l'Autorité palestinienne

Press Release No:2012/317/MENA

---

### ***Les entraves à la croissance du secteur privé compromettent la viabilité de la reprise***

**JERUSALEM, le 15 mars 2012.** Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'économie palestinienne lance une mise en garde : les graves difficultés budgétaires de l'Autorité palestinienne vont empirer si la récente diminution de l'aide des donateurs se poursuit, menaçant les progrès réalisés ces dernières années dans la mise en place d'institutions solides.

Publié tous les six mois dans le but d'informer le Comité spécial de liaison (AHLC) — un forum réunissant les bailleurs de fonds de l'Autorité palestinienne —, le rapport de suivi économique rendu aujourd'hui public précède la prochaine réunion de l'AHLC qui aura lieu à Bruxelles le 21 mars.

Intitulé *Stagnation or Revival? Palestinian Economic Prospects* (« Reprise ou stagnation ? Perspectives de l'économie palestinienne »), ce rapport analyse l'état de l'économie et des finances publiques de l'Autorité palestinienne.

Ses auteurs prennent acte des efforts importants accomplis par l'Autorité palestinienne pour atténuer la crise budgétaire en améliorant le recouvrement des recettes intérieures et en comprimant les dépenses. Néanmoins, ces efforts auront peu d'impact en l'absence d'une coopération israélienne accrue, notamment pour le partage des informations fiscales. À court terme, un surcroît d'aide est également indispensable, car, indique le rapport, « l'Autorité palestinienne ne peut tout simplement pas prendre les mesures qui permettraient de ramener son déficit récurrent prévisionnel au niveau de l'aide qui est actuellement anticipé ».

Certes, l'économie palestinienne continue de se développer, mais on ne constate encore aucun signe de croissance *durable*. En fait, la Cisjordanie a même vu sa croissance ralentir en 2011 par rapport à l'année précédente. Outre le recul de l'aide internationale et les difficultés budgétaires, ce tassement s'explique aussi par la persistance globale du système de restrictions imposé par Israël et entravant les échanges commerciaux et la libre circulation des produits.

Si Gaza a poursuivi son redressement en 2011, avec une progression à deux chiffres de son PIB, l'examen des moteurs de la croissance amène à se demander si cette tendance sera durable. En effet, la croissance de Gaza tient essentiellement à l'essor du secteur de la construction à la faveur d'un accroissement des flux d'aide, de la levée des restrictions israéliennes à l'entrée de certaines matières premières et de la hausse des importations qui transitent par les tunnels reliant le territoire palestinien à l'Égypte. Partie de très bas, l'économie de Gaza continue néanmoins de rebondir, mais, d'une manière générale, la population locale reste « plus mal lotie qu'à la fin des années 1990 ».

Selon le rapport, la croissance continuera d'être fortement tributaire de l'aide, à moins que le secteur privé palestinien n'ait des opportunités de se développer. Ce développement ne sera possible que si Israël met fin aux restrictions qui subsistent sur l'accès à la terre, à l'eau, à diverses matières premières et aux marchés d'exportation. Il faudra en outre que l'Autorité palestinienne améliore l'environnement d'affaires et attire les investissements nécessaires ; pour cela, elle doit notamment étendre l'enregistrement cadastral en Cisjordanie, réformer la législation sur les entreprises et renforcer sa propre capacité à réguler l'économie et favoriser la concurrence.

« *La stabilisation budgétaire de l'Autorité palestinienne impose une action immédiate de la communauté des bailleurs de fonds, a déclaré **Mariam Sherman, Directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Cisjordanie et Gaza.** Mais le secteur privé palestinien déborde d'énergie et de créativité, et c'est par lui, à plus long terme, que l'on sortira de la crise pour s'engager vers une croissance économique durable. Toutefois, le potentiel des entreprises palestiniennes ne pourra être mis à profit que si Israël et l'Autorité palestinienne agissent concrètement afin d'instaurer des règles du jeu équitables pour tous les entrepreneurs.* »

Le rapport est consultable dans son intégralité sur [www.worldbank.org/ps](http://www.worldbank.org/ps).

#### **Contacts :**

À Jérusalem : Mary Koussa, +(972) 2 2366500, [mkoussa@worldbank.org](mailto:mkoussa@worldbank.org)

À Washington : Dale Lautenbach, +1 (202) 458817, [dlautenbach@worldbank.org](mailto:dlautenbach@worldbank.org)